

Réforme de l'Orientation : fermeture des CIO et mise à mort du cadre national

En s'attaquant conjointement à la réforme du lycée, de la formation professionnelle et à l'orientation dans l'enseignement supérieur, le gouvernement fait voler en éclats le système d'Orientation des élèves.



COMMUNIQUÉ

Il transfère en très grande partie la gestion de l'orientation des futur-es bachelier-ères aux personnels enseignants en charge des classes de terminale et aux chef-fes d'établissement, désormais responsables de suivre et conseiller les élèves (et les familles) dans leurs choix de scolarité. La CGT Éduc'action avait dénoncé ce glissement des missions vers des personnels non formés à cette question au détriment des personnels spécialisés sur l'Orientation, les PsyEn du second degré.

Si la réforme de la formation professionnelle ne prévoit pas dans un premier temps le transfert complet de la formation aux seules régions, elle leur accorde bien celui de l'orientation. Ainsi, si les régions ont perdu le pilotage de l'apprentissage au profit des branches, le gouvernement leur offre celui des cartes de formations et de l'orientation. Un joli pactole qu'elles auront à cœur de faire fructifier localement pour garantir un retour sur investissements. C'est là, la seconde attaque contre le système national actuel d'orientation.

Dans ce contexte, le projet de loi «Pour la liberté de choisir son avenir professionnel», qui sera étudié à l'Assemblée à partir du 12 avril et qui prévoit la fermeture des Centres d'informations et d'orientation ainsi que le transfert du personnel des directions régionales de l'Onisep aux régions finalise la destruction du service d'Etat d'orientation.

Ces attaques sont inacceptables. La CGT Éduc'action dénonce depuis des années une politique de casse du service public de l'Orientation mettant en grand danger les CIO et fragilisant le service aux usager-ères. Nous dénonçons une mesure unilatérale prise par le gouvernement au profit des collectivités locales. La CGT Éduc'action s'inquiète pour l'égalité de traitement de l'ensemble des élèves sur le territoire, de la qualité de l'information et de l'objectivité des propositions. Elle dénonce également les conséquences sociales sur les personnels (très souvent précaires) de ce secteur. Ce projet conforte d'ailleurs notre inquiétude (survenue au moment de la création du nouveau corps) sur la possible décentralisation des PsyEN. En effet, si aujourd'hui on nous promet que ces personnels formés seront affectés dans les établissements, cette réforme globale favorisera à terme un transfert de missions, des donneurs d'ordre et donc de l'employeur.



Dès aujourd'hui, la CGT Éduc'action appelle tous les personnels de l'Orientation à se rassembler et s'organiser pour faire entendre leurs voix et leur refus de cette réforme.

Montreuil, le 4 avril 2018